

Urbanités

8 - Janvier 2017 - La ville indigne

Lunik IX. L'échec d'un programme d'intégration forcée

Alberto Campi (Traduction de l'italien Pedro Nari)



Lunik IX, Košice, Slovaquie (Alberto Campi | WeReport, 2015)

À la marge sud-ouest de la ville de Košice, la deuxième plus grande ville de la Slovaquie, entre l'autoroute et le maquis, se trouve le ghetto rom *Lunik IX*, habité par environ 6 000 personnes sur un terrain d'un peu plus d'un kilomètre carré. Il est desservi par une seule ligne de transports en commun, le bus 11, qui passe deux fois par heure.

Son nom, *Lunik*, est dû au projet spatial soviétique homonyme de 1959. Sa planification est, elle, le fruit d'un plan d'intégration forcée qui a été approuvé en 1974 par la municipalité de la ville de Košice, alors en Tchécoslovaquie. Ce projet a été appelé ABC (A comme *Armada*/l'armée, B comme *Verejná Bezpečnosť*/la police et C comme *Cigan/Rom*) et s'est concrétisé par la construction de *Lunik IX* ; dans le cadre d'une politique de mixité socio-professionnelle. L'objectif était de déplacer la population rom du centre-ville dans ce nouveau quartier et de l'intégrer avec des personnes des deux autres catégories socio-professionnelles : des policiers et des militaires. Il leur était ainsi « proposé » la possibilité de vivre dans une nouvelle zone urbaine, en périphérie, moderne et dans des bâtiments plus salubres que ceux en ruine du centre-ville.

À la fin des années 1970, le quartier commence à se peupler, mais dès le début, le projet d'intégration montre ses limites. En effet, de nombreuses familles des membres de l'armée et de la police refusent de s'y installer. Les logements sont ainsi attribués à des familles d'ouvriers qui ne peuvent pas aspirer à de meilleures options d'hébergement. Le pourcentage initial de la population rom, qui se situait à hauteur de 40 % dans les années 1980, a inexorablement augmenté jusqu'à atteindre près de 100 % à la fin des

années 1990, un taux qui est resté inchangé jusqu'à aujourd'hui. Le niveau de pauvreté de la communauté rom a continué à augmenter : le taux de chômage atteint désormais 80 % ou plus.

Aujourd'hui, quarante ans après sa conception, le quartier se compose de différents bâtiments, dévolus à l'habitation, à l'administration publique et à la religion (photo 4). On y trouve sept barres d'immeubles résidentiels de style soviétique à l'aspect plus que délabré et d'autres unités d'habitation moins élevées construites plus tardivement : l'une en forme de parallélépipède de trois étages et deux autres ayant une forme octogonale (photos 2 et 3). S'y ajoutent un complexe éducatif composé d'un jardin d'enfants et d'une école primaire, fréquentés seulement par des Roms, un bâtiment central où se trouvent la mairie du district (photos 5 et 13) comprenant le bureau du maire local (photo 11) et une petite antenne de la police municipale, et, à proximité, une sorte de forteresse colorée. Cette dernière abrite un centre d'évangélisation catholique tenue par des religieux salésiens, un oratoire et une chapelle (photos 6 et 7).

En 2008, la ville de Košice décide d'évacuer et d'abattre deux bâtiments qui avaient atteint un état de délabrement tel de leur structure, que leur stabilité même était compromise (photo 12). Successivement, d'autres bâtiments ont subi le même sort, menant à un total de près de cent le nombre d'appartements évacués et démolis. Les personnes qui habitaient dans ces immeubles et qui se trouvaient être en règle avec un contrat de bail et le paiement des loyers, soit environ 10 % des familles évacuées, ont été relogées dans des habitations dont la municipalité est propriétaire. Les autres familles restantes sont allées gonfler les rangs des différents bidonvilles de la zone (photos 14, 15 et 16).

L'état de cette infrastructure urbaine semble avoir été dévasté par une déflagration atomique : le système d'égouts est détruit, le service de chauffage qui était autrefois centralisé a été abandonné et remplacé par des foyers à bois domestiques sans cheminée, ce qui noircit les façades des maisons et les couvre de suie. L'eau courante n'y est plus présente depuis plusieurs années ; en remplacement, la distribution d'eau s'effectue deux heures par jour via les bornes d'incendie de la rue (photo 17). Le ramassage des ordures, qui a cessé pendant des années, a provoqué la formation d'un véritable dépotoir à ciel ouvert derrière les bâtiments (photo 18). La situation étant devenue tellement insoutenable, autant pour la salubrité que politiquement, il a repris il y a quelques années, restant toutefois un geste isolé d'amélioration des conditions.

Malgré les conditions difficiles de vie dans le quartier, la communauté rom n'a eu d'autre choix que de rester et tenter de s'adapter. La plupart des habitants, se retrouvant sans revenus et dans l'incapacité de payer loyer et charges, sont donc endettés auprès de la municipalité, qui est propriétaire des immeubles. Cette dette, qui, selon la loi en vigueur, est transmise de père en fils, est à l'origine de la naissance d'un nouveau ghetto de cabanes précaires sur le côté sud du ghetto *Lunik IX*. En effet, dans le maquis en bordure sud du quartier, de nombreuses baraques ont poussé pour accueillir les plus pauvres du ghetto et fournir un logement aux jeunes couples issus de parents endettés.

La dégradation de la situation du quartier a été causée par une incapacité et un manque de volonté de la part de la municipalité à mettre en œuvre des politiques efficaces d'intégration de la communauté rom et de réhabilitation du quartier. Cela a abouti à la génération d'une zone d'habitat où les conditions de vie sont aberrantes, difficilement imaginables dans un pays membre de l'Union Européenne.

En 2013, quand Košice fut désignée capitale européenne de la culture, l'Union européenne s'est intéressée au ghetto, puisque les habitants de Zapad – un quartier « normal » qui se trouve à 500 mètres à l'ouest du quartier rom – ont érigé un mur pour se protéger du passage des habitants de *Lunik IX* (photos 8, 9 et 10). Les deux quartiers sont naturellement séparés par la rivière Myslavský Potok, une voie rapide et le maquis. Les habitants des immeubles du quartier Zapad les plus proches de *Lunik IX*, afin de protéger leur parking du pillage des voisins Roms et pour éviter qu'ils ne passent par chez eux – à savoir le chemin le plus court pour atteindre le centre commercial à proximité – ont érigé un mur d'environ 20 mètres de long et 2,5 mètres de haut. Ce mur, qui a suscité l'indignation de certaines associations locales de soutien à la communauté rom pendant une brève période, est une simple barrière physique, presque dérisoire, comme beaucoup d'autres dans de nombreux villages du pays, si ce n'est

qu'il se révèle être l'énième brique de l'immense mur à la fois social et mental qui contribue à la ségrégation des communautés roms en Slovaquie.

Ce portfolio est tiré d'un grand reportage qui traitait de l'intégration et la ségrégation des communautés roms à Lyon (France), dans le village de Tinca (Roumanie) et dans l'est de la Slovaquie. C'est le fruit du travail d'Alberto Campi, photojournaliste, de Daphné Gastaldi et Mathieu Martinière, journalistes, membres du collectif de journalistes indépendants We Report. Le reportage a remporté le *Prix international DevReport* en 2016.

ALBERTO CAMPI

Alberto Campi est photojournaliste membre du collectif We Report, collaborateur régulier du journal *La Cité* et de divers médias français. Vainqueur du *Swiss Photo Award* en 2012 pour le reportage réalisé avec Cristina Del Biaggio à la frontière gréco-turque. Alberto Campi collabore, entre autres, avec le Département de géographie de l'Université de Genève.

Email : info [at] albertocampiphoto.com Twitter : @Albecampiphoto

Pour aller plus loin

Campi A., Gastaldi D. et Martinière M., 2015, « En Slovaquie, des murs contre les Roms », [Mediapart](#), en ligne.

Campi A., Gastaldi D. et Martinière M., « Roms, le combat contre l'exclusion », [La Cité](#), en ligne.

Gastaldi D., « Des murs anti-Roms en Slovaquie », [RFI Accents d'Europe](#), en ligne.

Gastaldi D., « Slovaquie: le Béninois qui veut sauver les Roms », [RFI Accents d'Europe](#), en ligne.

Galerie photo



1. Façade du bâtiment en bon état du quartier de Lunik IX dans la ville de Košice. Ce bâtiment accueille les familles en condition de payer un loyer. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



2. L'intérieur d'un appartement de Lunik IX vu depuis les escaliers en commun. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



3. Des enfants jouent dans l'escalier du bâtiment Lunik IX qui accueille les familles pouvant payer un loyer.
(Alberto Campi | WeReport, 2015)



4. Un bâtiment de Lunik IX vu depuis la cour du centre salésien. Le contraste entre l'ordre et la verdure de l'intérieur du centre religieux et les conditions des espaces extérieurs est flagrant. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



5. Porche de la mairie de Lunik IX. La mairie est située presque au centre du quartier. Les drapeaux slovaque et européen nous rappellent que nous sommes en Europe. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



6. Le mur entourant le centre salésien est bien repeint et entretenu par rapport à l'état des murs du reste du quartier. Le mur et les grillages aux fenêtres du centre religieux marquent le contraste avec le quartier. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



7. Le quartier de Lunik IX vu depuis les fenêtres du centre salésien. Le centre religieux est presque une forteresse : un mur d'enceinte de protection, les grillages sur chaque fenêtre, une entrée avec un portail sécurisé donnent l'idée d'une prison. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



8. Graffiti sur le mur anti-Roms du quartier Zapad. « Stop à la ségrégation », les graffitis sont du « côté Rom » du mur, ils ont été réalisés par des activistes pour les droits de la communauté rom. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



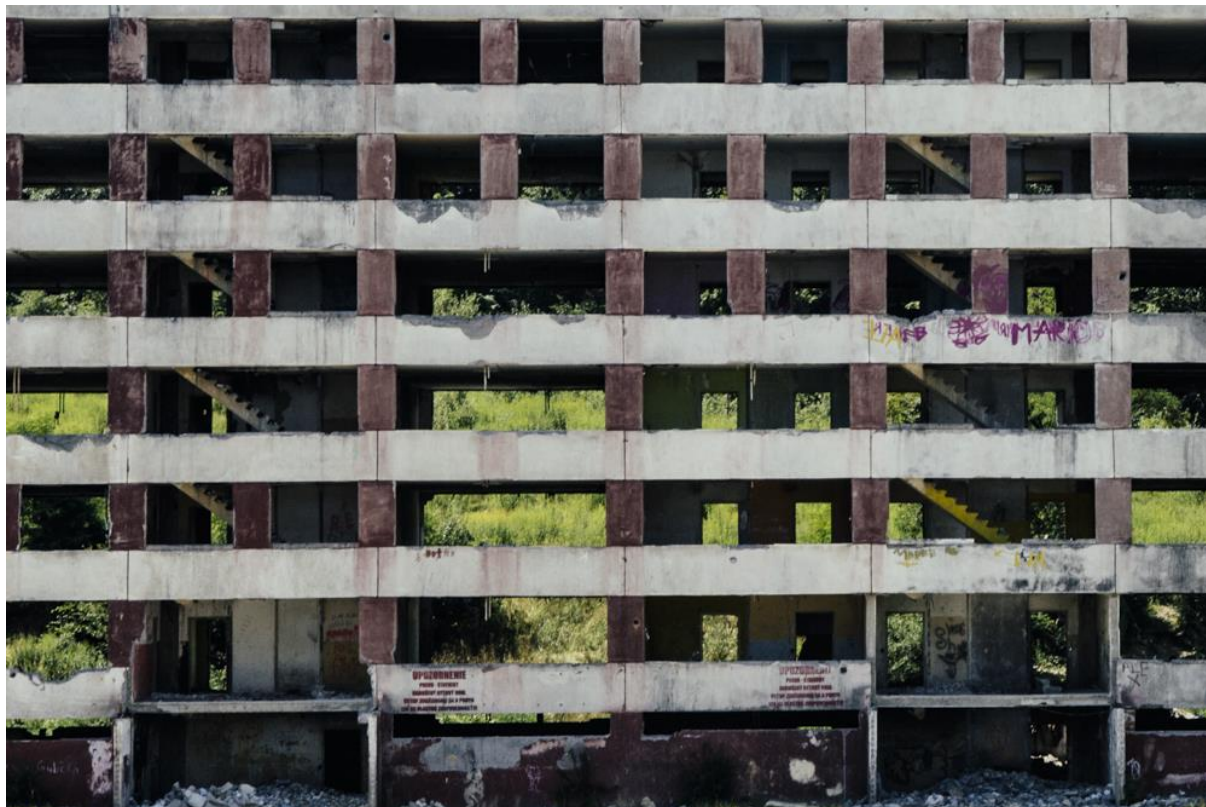
9. Graffiti sur le mur anti-Roms du quartier Zapad. « Pardon », un message d'excuse adressé au quartier Rom de Lunik IX. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



10. Le quartier Lunik IX vu depuis le mur anti-Roms du quartier Zapad. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



11. Le maire de Lunik IX dans son bureau présente lui aussi des grillages aux fenêtres. Le maire, fils de l'ancien maire du quartier, aujourd'hui élu à la ville de Košice. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



12. Bâtiment désaffecté en attendant d'être démolì à Lunik IX. Le quatrième immeuble qui doit être abattu dans le quartier. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



13. L'entrée de la mairie de Lunik IX. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



14. Cabane dans les bois au sud de Lunik IX. La naissance d'un nouveau bidonville aux limites du quartier de Lunik IX est une conséquence de la désaffectation et de la destruction de quatre immeubles du quartier, à laquelle on ajoute l'endettement des familles qui ont perdu le droit au logement. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



15. Niche d'un chien dans le bidonville au sud de Lunik IX. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



16. Intérieur d'une cabane du bidonville de Lunik IX. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



17. Des filles vont chercher de l'eau à Lunik IX. Une des occupations des enfants est d'aller chercher l'eau à la rivière pas loin du quartier ou au point d'eau public, pendant les deux heures par jour où il est ouvert. (Alberto Campi | WeReport, 2015)



18. Accumulation de déchets à Lunik IX. En 2008, en conséquence d'une situation devenue insoutenable, la ville a décidé de nettoyer le quartier, 800 tonnes d'ordures ont été collectées et déblayées. (Alberto Campi | WeReport, 2015)